

## **SOMMAIRE :**

### **A - LES ATELIERS**

- 1/ La dette écologique et les biens de l'Humanité
- 2/ Le démantèlement des entreprises transnationales Européennes : expériences et stratégie des mouvements sociaux en Amérique Latine
- 3/ Comment peut-on dépasser le capitalisme
- 4/ Terres, Territoires et identité en Amazonie orientale, la vision indigène sur les grands projets du gouvernement (CR réalisé par Marie Paule Jammet)

### **B - LA JOURNÉE DES ALLIANCES**

- 1/ Assemblée Thématique :
  - a) Une réponse globale contre la crise financière
  - b) Appel des peuples indigènes
  - c) pour une justice climatique
- 2/ L'Assemblée des Assemblées : l'Assemblée des mouvements sociaux et l'agenda d'action.

### **A - LES ATELIERS**

C'est la course aux ateliers qui commence, et avec elle, des frustrations se font bien vite sentir. Particulièrement lorsque les ateliers qui vous intéressent sont annulés, lorsque les salles sont introuvables, malgré les bons renseignements de l'équipe bénévole de l'université, mais surtout lorsque les intervenants parlent dans un langage inconnu (une vingtaine d'activités sont traduites seulement sur les quelques 2 300 ateliers proposés par les organisations participantes).

#### **1/ Présentation du CADTM « La dette écologique et les biens communs ».**

**Intervenant : Claude Quémar du CADTM.**



Le CADTM dénonce la dette écologique puisqu'elle n'est qu'un prolongement de la dette financière que les pays du Nord, colons économiques, continuent d'imposer aux pays du Sud. Plusieurs membres du CADTM des pays du Sud ont porté leur témoignage :

- Au Pakistan, Abdul Kheliq, dit que son pays doit rembourser environ 3 milliards US\$ à la banque mondiale et pour pouvoir les payer, il faut produire pour augmenter le PIB et exporter pour faire entrer des devises. En produisant de manière intensive, on pollue. Il raconte : « Le Pakistan produit des tapis destinés à l'exportation, pour le confort des pieds des français, des allemands, des anglais ... -40% des tapis en France viennent du Pakistan-. Et pour produire des tapis, il faut puiser de l'eau. Voilà comment le Pakistan n'a plus d'eau saine dans ses nappes phréatiques, n'y a plus d'eau avant 500 pieds de profondeur.

- En Inde, on extrait du bauxite. Pour cela, il faut du charbon, et pour extraire le charbon, il faut déplacer environ 30 000 personnes. C'est en se servant du nom du développement que les industriels expulsent les habitants. En effet, ils pensent créer de l'emploi (en réalité ce sont 3 000 personnes qui travailleront dans des conditions proches de l'esclavage dans les mines de charbon). La Norvège investit 2 milliards de dollars dans le développement industriel, au lieu de financer les actions de la société civile, si réellement sa préoccupation était la développement indien.

- Dans le delta du Niger, les américains ont épuisé un gisement de pétrole, et tout simplement, ils ont laissé les infrastructures sur le site en partant. C'est le peuple qui doit payer pour le nettoyage.

La question est : Comment garantir les besoins fondamentaux des populations (en biens communs) et surtout en en garantissant l'accès de manière durable pour les générations à venir ? Deux réponses à cette

question :

La réponse de la Banque Mondiale et de l'Union européenne est : Le Capitalisme Vert ! C'est à dire qu'on dépollue ce qu'on a pollué en créant des activités à but lucratif uniquement pour toujours du profit, bien sûr, au nom du développement durable.

La réponse de la société civile est de rompre avec ce système de commercialisation des biens communs et de s'appuyer sur les besoins des populations et que si les biens communs servent à satisfaire les besoins fondamentaux des populations, ils doivent être gratuits.

François Houtard (qui écrit un livre sur les agro-carburants) nous dit que malheureusement, nous sommes en train de construire la dette écologique des pays du Sud, au nom de l'écologie, notamment en organisant ces monocultures (cane à sucre, soja) qui dévastent la forêt et sa bio-diversité. Si ça continue comme ça, 60 millions de personnes vont être expulsées de leurs terres d'ici 25 ans. Tout le monde sait que la dette écologique existante ne peut être payée, mais il faut se mobiliser pour qu'elle arrête de proliférer.

*Mes impressions :*

*Ce qu'ont voulu montrer les intervenants, c'est avant tout le caractère scandaleux de la dette extérieure, qu'elle soit bilatérale ou pas (c'est-à-dire entre deux pays ou bien entre un pays et la BM). Il faut bien se rendre compte que la dette financière, c'est comme la crise financière : l'impact touche aussi le social, l'environnemental, le culturel, etc. Un pays qui n'est pas autonome financièrement ne peut pas disposer de lui-même, de ses ressources naturelles et construire une organisation pour ses intérêts et ceux de son peuple : au nom du remboursement de la dette, on renonce à mettre en place un système éducatif performant (on sacrifie donc la jeunesse), ou un système de santé accessible à tous (on ne garantit pas les besoins de base) ...*

*On comprend, à travers les témoignages des intervenants et l'expertise de Claude Quémar, toute la perversité du capitalisme et du profit à tout prix.*

*Le plus désarmant est de se rendre compte qu'il est impossible de revenir en arrière, de réparer les dommages, que justice ne sera évidemment pas faite et que c'est toujours le peuple qui paye.*

## **2/ Le démantèlement du Pouvoir des transnationales : Expériences et stratégies des peuples d'Amérique Latine. En espagnol sans traduction.**

Présentation par le Transnational Institute (organisation espagnole) :

On parle ici des entreprises transnationales de l'énergie (hydroélectrique, pétrole). Les gouvernements européens ont joué un rôle prépondérant dans le développement de ces entreprises transnationales en Amérique Latine. Généralement, elles sont implantées dans des zones à très grande valeur écologique (puisqu'elles possèdent de très grandes richesses naturelles). La mise en place de ces entreprises entraîne forcément la vulnérabilité des habitants (piétinement de leurs droits fondamentaux comme l'accès à l'eau et à la terre-) et entraîne aussi la précarisation du travail (les indiens travaillent dans des conditions extrêmes, la question des salaires n'est pas abordée dans des pays où les revenus minimums n'existent pas, sans parler de regroupement syndical ...).



L'exemple du Pérou (intervention de Mario, représentant de la CONAMAQ : Consejo Nacional de Ayllus et MARKAS del Qullasuyu) :

Dans les années 1950, les gouvernements des pays du Nord ont décidé que le Pérou serait agricole (surtout avec le sucre et le coton). Cela n'a pas fonctionné à cause du climat. Alors, ils décident que le Pérou sera pêcheur, mais là encore, les projets ont échoués ... Alors, les puissants décident que le Pérou sera minier, et les grands chantiers d'extraction minières, planifiés par les plus grandes multinationales ont poussé au Pérou. Dans les pays riches, l'implantation de telles infrastructures est synonyme de développement, de croissance et d'amélioration des conditions de vie. Au Pérou c'est l'inverse. Les firmes ont écrasé sur leur passage la diversité des peuples, des cultures et des langues (il y en avait alors 70) et le gouvernement péruvien brade ses ressources, autorisant le pillage à tout va.

Et peu à peu, le conflit entre les Peuples en résistance et le gouvernement s'installe et des militants sont recherchés. Dans la Sierra Norte, des communautés se sont opposées à l'entrée de capitaux hollandais et chinois. Leurs représentants ont été séquestrés, torturés et éliminés.

Aujourd'hui, la CONAMAQ lutte surtout contre les alliances commerciales comme l'ALCA (Traité de Libre-Échange des Amériques) qui ont pour but de tout globaliser et à tous prix. Ils dénoncent la colonisation économique de l'Europe sur le sous-continent Sud Américain. Mario travaille sur la reconnaissance et la dénonciation de ces abus (notamment en ce qui concerne le pétrole et l'eau). Il dit « Nous, les communautés fournissons une eau claire et cristalline aux multinationales pour la production d'énergie et en échange, elles nous rendent de l'eau polluée à boire ».

La CONAMAQ lutte contre le caractère systémique de l'invasion industrielle. Elle défie l'OMC, notamment elle a participé à la mise en place de la Déclaration de Cochabamba.

C'est un texte qui s'appuie sur le constat de l'augmentation exponentielle de l'exclusion et de la pauvreté des populations latino-américaines, impulsée par les plans commerciaux et financiers créés par les institutions internationales telles que l'OMC, la banque mondiale et le fonds monétaire international, qui dans une logique néolibérale, maintiennent le sous-continent en état de colonisation économique (utilisant la corruption des gouvernements).

Ainsi, par ce texte, les acteurs de la société civile proposent une redistribution des richesses reposant sur les projets d'économie solidaire et de commerce équitable ayant pour objectifs la satisfaction des nécessités sociales, la souveraineté alimentaire, l'éducation pour tous et le développement humain. Ce texte demande aux chefs d'États a) d'empêcher l'effondrement des initiatives d'économie solidaire ; b) de résoudre les scandaleuses inégalités sociales et économiques de leurs peuples ; c) qu'ils aient l'audace de réformer la fiscalité d) qu'ils respectent leur obligation de maintenir la souveraineté des peuples e) qu'ils ne signent pas le TLC qui met en danger la souveraineté alimentaire et énergétique des nations.

Enlazando Alternativas (interlocuteur colombien) : réseau bi-régional qui a notamment instauré le Tribunal Permanent du Peuple.



Le problème majeur est que l'Amérique Latine, mais aussi l'Afrique et l'Asie du Sud Est sont extrêmement riches (en ressources naturelles).

Définition des biens communs pour la Banque Mondiale : « espace public non commercialisable » ! N'oublions pas que : c'est la crise et de l'autre : les réparations parce qu'on constate des changements climatiques.

Enlazando Alternativas a créé le Tribunal Permanent des Peuples (TPP).

Le double-objectif du TPP est de faire payer les multinationales et de démocratiser les luttes. Il agit non seulement comme dénonciateur mais il s'occupe aussi d'imposer aux multinationales le respect des Droits des Personnes. Comment faire et pourquoi les récupérer. Le TPP sert à lutter contre l'impunité des multinationales. En cas de violation des droits Humains, le TPP commence par rassembler des preuves avec l'aide de la FIDH (très active) et les cas sont saisis au TPP. Un autre monde sera possible quand le pouvoir des entreprises transnationales sera démantelé.

*Entretien avec le représentant :*

*La création de ce réseau résulte d'une prise de conscience de plus en plus importante que les politiques néo-libérales de l'UE se retrouvent leader par le pouvoir des corporations transnationales et que l'UE a pour objectif d'assurer l'accès de son économie aux marchés d'Amérique latine et des Caraïbes de*

*manière intempestive. La création de ce réseau reflète la nécessité de renforcer les résistances de la société civile latino-américaine et européenne face au « Projet Européen », aux entreprises européennes et aux politiques internationales de « libre » commerce.*

*Le réseau Enlazando Alternativas se donne comme objectif d'utiliser une stratégie combinée de résistances et de construction d'alternatives centrées aussi bien en Europe qu'en ALC.*

*Cette nouvelle alliance entre la société civile de chaque continent prétend à construire un monde basé sur les notions de paix, de démocratie, de justice sociale, de droits humains, de souveraineté alimentaire, de durabilité, et du droit des peuples à disposer d'eux-même. Cette alliance est un espace où sont véhiculées les luttes actuelles, les émergences des résistances populaires, et un appui aux alternatives des deux régions. Ce réseau a ouvert un espace commun d'action et de réflexion où les mouvements sociaux, les ONG, les syndicats, les organisations de droits humains, de paysans, d'écologistes, d'indigènes, de migrants et de réfugiés, les organisations politiques, et tout simplement des femmes et des hommes de chaque continent peuvent évoluer.*

*La création de ce réseau ouvre un nouveau chapitre sur les relations entre les peuples qui repose sur le solidarité et soutien mutuel. Les vecteurs de solidarité entre ces deux régions remontent à l'époque des dictatures et des mouvements de libération nationale, de la lutte contre les « 500 ans de colonisation ».*

*[www.enlazandoalternativas.org](http://www.enlazandoalternativas.org)*

### 3/ Comment peut-on dépasser le capitalisme ?

Par un représentant de l'association UTOPIA.

Pour pouvoir avoir une approche critique, il faut définir le capitalisme. Ce dernier peut se décliner sous les trois points suivants :



- **Le dogme de la croissance** : Les grands capitalistes pensent que plus on crée de la croissance, par le développement de l'activité productive (dans les Temps Modernes, de Charlie Chaplin veut dénoncer la frénésie productive du début du siècle), plus on va créer des richesses et plus ces richesses pourront être distribuées. De même, plus l'activité productive augmente et plus on va créer d'emplois. Au nom de la croissance, on s'engouffre dans les privatisations massives des services publics (c'est pourtant bien à l'État de fournir les besoins sociaux de base à la population)

Or, l'on note que ce n'est pas parce que l'on produit que les richesses ainsi créées sont redistribuées. En effet, si on fait un constat du développement mondial sur la deuxième moitié de ce siècle, on voit bien que la seule chose qui augmente, c'est le revenu des plus riches. Le seuil de pauvreté ne cesse d'accroître (850 000 000 de personnes vivent avec moins de 1,25\$ par jour), alors que la production de richesse ne cesse d'augmenter. D'ailleurs, le capitalisme se réfère au Produit Intérieur Brut (PIB) qui n'inclut ni la notion de Bien Vivre, ni l'accès à la santé et à l'éducation.

- **Le dogme de la consommation** : là encore un constat s'impose. La consommation est devenue un outil de reconnaissance sociale, elle n'est plus au service de la satisfaction des besoins fondamentaux de l'Humain. Ce constat est de plus en plus vrai, y compris dans les pays émergents et sous développés (par exemple, au Brésil, les habitants des favelas possèdent tous un téléviseur). Le dogme de la consommation est la suite logique du dogme de la croissance : On pousse la population à surconsommer ce que l'on surproduit. De plus, la production elle-même est construite sur des bases perverses : les biens construits ne sont pas durables, ils sont caducs, de sorte que leurs acquéreurs aient besoin d'en acquérir plusieurs dans une vie. Par exemple, les machines à laver ou les voitures sont construites pour s'auto-détruire à court terme de manière à ce que chaque famille aient besoin de s'en procurer plusieurs.

Or, nous nous accordons à dire que ce n'est pas par la consommation que l'épanouissement Humain devrait se baser .

- **Le dogme du travail** : le capitalisme place le travail au centre de l'activité sociale. En effet, il s'agit, dans nos sociétés dites « civilisées », de subordonner les travailleurs au capital. Le travail

productiviste rentre dans la logique des deux dogmes précédents. Dans ce sens, un très bon indicateur a été mis en place, celui du mérite, c'est-à-dire le salaire. En effet, un ingénieur est mieux rémunéré qu'un ouvrier ?

Or, Il faut repenser la place du travail dans la société. Il faut surtout penser l'activité humaine selon son utilité : le paysan et le fabricant de voitures (sans s'appuyer sur la notion d'obligation).

Il faut sortir du capitalisme pour des raisons sociales : replacer l'activité humaine au centre des préoccupations ; et pour des raisons écologiques : la planète ne pourra supporter la croissance infinie. La planète ne dispose pas assez de ressources naturelles pour assouvir les « besoins » de la surproduction. Il faut surtout dépasser le capitalisme parce que son objectif est vicié : la rentabilité au lieu des besoins. Ce système liberticide puisqu'il influe sur les choix individuels des populations. Par ailleurs, le capitalisme fausse la démocratie en manipulant la sphère politique.

Pour trouver un modèle de remplacement du capitalisme, il faut se rappeler ce que sont les besoins et les droits fondamentaux des hommes. La dignité humaine peut être mesurée en s'appuyant sur ces critères (non exhaustifs) : l'accès à l'eau, l'accès à la santé (médecine et alimentation), l'accès à l'éducation (alphabétisation, culture et informations de qualité), l'accès à un logement décent et à l'énergie (pour se chauffer, par exemple) et la libre-circulation.

Utopia imagine deux principes fondamentaux. Tout d'abord, la nécessité de fournir des tranches gratuites de besoins minimums personnels nécessaires à la satisfaction des droits humains. Prenons l'exemple de l'eau : il s'agit de calculer le besoin minimum vital en eau pour vivre dignement et la fournir gratuitement à chaque personne. Pratiquer ainsi pour chaque besoin nécessaire à la vie humaine. Puis, le droit à un revenu universel d'existence. C'est-à-dire qu'en plus de délivrer des tranches de biens et services vitaux gratuitement, chaque personne doit recevoir un revenu minimum universel d'existence pour permettre d'accéder ce qui ne relève pas des besoins fondamentaux et envisager le développement humain.

Quelle organisation doit-on construire pour dépasser le capitalisme ? Le marché, à condition de réellement le réguler, n'est pas mauvais puisqu'il favorise les échanges culturels, économiques, environnementaux. Il faut juste penser à le maintenir au service du développement Humain. En revanche, les marchés financiers faussent l'ensemble de l'activité économique humaine puisqu'ils servent uniquement à faire fructifier virtuellement le capital.

Les propositions d'Utopia : À court terme il faut taxer les capitaux et les utiliser pour financer les projets d'économie solidaire et d'auto-gestion. À moyen terme : nationaliser les systèmes bancaires de sorte que les capitaux ne soient plus privés. À long terme : rendre les individus autonomes.

Pour mettre en place ses propositions, Utopia pense utiliser l'opportunité de la crise pour limiter les taux des actions et stopper la rémunération des capitaux, favoriser les reprises des entreprises par les salariés, revalorisation des services publics, instaurer des taxes anti-délocalisations.

FIN de l'atelier. L'intervenant présente le Manifeste d'Utopia.



Plus d'infos : [www.utopia-terre.org](http://www.utopia-terre.org)

*Mon ressenti au sortir de la salle : grande frustration.*

*En effet, comme tous les participants à cet atelier, je suis convaincue de la nécessité de garantir les droits humains fondamentaux, de mettre en place un système économique qui replace l'Homme et la Nature au centre des préoccupations politiques et civiques, le devoir des États à assouvir les besoins sociaux de base à sa population par des services publics efficaces et réellement son service, valoriser les activités humaines plutôt que le travail productiviste, mettre la finance au service des projets collectifs et solidaires ... La société civile est une source inépuisable d'idées de génie pour améliorer la condition humaine universelle et pour réduire les fossés entre les classes sociales (on ne parle même plus d'inégalités Nord Sud). Elle fabrique*

*des initiatives concrètes chaque jour.*

*Je m'attendais à un réel débat sur la question fondamentale du POUVOIR. J'aurai voulu connaître la solution d'Utopia pour créer un rapport de force suffisamment puissant pour mettre en place son paradigme. Bref, j'aurai aimé savoir comment peut-on dépasser le capitalisme ! À mon sens, une partie de la réponse se trouve dans l'éducation populaire comme base universelle.*

#### **4/ Terres, Territoires et identité en Amazonie orientale, la vision indigène sur les grands projets du gouvernement. (Par Marie Paule Jammet, vice-Présidente de la Fédération Artisans du Monde).**

Pour la défense de la nature (l'Amazonie et les autres écosystèmes) comme source de vie pour la Planète Terre et pour les peuples originaires du Monde, (indigènes, afro descendants , tribaux, côtiers) qui exigent leurs territoires, langues, cultures, identités, justice environnementale, spiritualité et bien vivre.

Durant cet atelier différents témoignages sont apportés sur la façon dont sont gérées, ou plutôt non gérées, les conséquences sur les communautés indigènes de la confiscation de leurs terres.

Plusieurs cas sont évoqués : installation de barrages pour l'hydro électricité, installation de monocultures (canne à sucre), mines...



Ces questions de confiscation de territoire sont normalement gérées par la Fondation nationale des Indiens (Funai), qui en fait, ne joue pas complètement son rôle. Les territoires qui sont réservés aux indigènes sont trop petits, non structurés, non équipés, il s'ensuit des problèmes de surpopulation, des conflits entre communautés, les résistances sont difficiles du fait de la barrière des langues, du manque de communication et de coordination entre les populations concernées, du manque d'éducation pour pouvoir réagir à des types d'organisation qui ne correspondent pas à leur culture. Les communautés concernées ne sont pas véritablement consultées en amont, les compensations proposées ne correspondent donc pas aux besoins, il s'agit en réalité de subventions donnée à des associations non représentatives, ou de primes pour ceux qui souhaitent partir,

La confiscation des terres privent les populations de leurs moyens de subsistance, porte atteinte à la biodiversité, entraîne des atteintes à l'environnement, en échange rien n'est apporté, ni éducation, ni services de santé, ni amélioration des conditions de vie, au contraire, la promiscuité qui en découle aggrave tous ces problèmes.

Les habitants les plus pauvres sont les plus atteints, souvent obligés d'aller croupir dans les bidonvilles des villes pour trouver des emplois hypothétiques.

Des procès sont engagés par les associations de défense et des associations de lutte pour les droits humains, souvent ils n'aboutissent pas. Les audiences publiques organisées (en amont des projets) ne sont, la plus part du temps, pas accessibles (annoncées trop tard, difficile de s'y rendre..) Les entreprises qui installent barrages ou mines, ont en fait tous les droits, elles sont soutenues par l'État brésilien car elles apportent des possibilités d'exportation et donc une valeur ajoutée pour l'État. Les populations sont méprisées, il est en effet mal compris qu'elles n'acceptent pas des si beaux équipements sensés leur amener plus de confort.

Il a été constaté ces dernières années, dans les territoires amazoniens une modification des rythmes des pluies saisonnières du fait probablement du changement climatique.

Ce que demandent les populations indigènes :

- Plus d'espace pour pouvoir subvenir à leurs besoins de façon traditionnelle,
- Être associés en amont aux projets pour avis et discuter des compensations
- Un respect de l'environnement et de la bio-diversité de la forêt amazonienne
- Appellent tous les habitants « des Sud » à défendre leurs forêts

La Forêt amazonienne est un bien commun pour l'humanité.

### Mon impression :

*Ces témoignages très émouvants, ont donné l'impression que ces personnes n'ont aucun espoir d'une amélioration de leurs conditions de vie, les dispositifs mis en place par l'état ne sont que des « pis allers », les communautés ont du mal à réagir ensemble, beaucoup de fatalisme... L'appel à la mobilisation générale pour le respect de la Planète, de la part de ces communautés qui souffrent du pillage de leur territoire est la preuve qu'ils ont une vision globale des conséquences des crises causées par le monde occidental, dont le dit monde devrait avoir plus conscience. Des raisons de plus pour se mobiliser et relayer les manifestations prévues le 12 octobre .*

Consulter le site du Cimi sus cité et <http://www.terrabrasilis.ch/> pour plus d'info.

## **B - LA JOURNÉE DES ALLIANCES**

Encore une nouveauté dans la 9<sup>ème</sup> édition de ce forum : la journée des alliances, qui ne dure pas en réalité une seule journée, mais qui commence dès l'ouverture de « La place des convergences », un endroit réservé aux organisations qui souhaitent entrer en synergie, mettre en commun leurs luttes, leurs revendications, et leurs propositions d'actions. Ainsi, à l'issue des 4 jours du forum, les « alliés » se réunissent en Assemblées Thématiques et proposent un texte, d'abord soumis à un débat public le matin, repris si besoin et présenté l'après-midi dans l'Assemblée des Assemblées qui clôture le FSM.

**1/ Les Assemblées thématiques : 22 groupements d'organisations.**



- Ensemble pour un justice climatique à Copenhague ;
- 
- Assemblée des Droits Humains ;
- Assemblée des Droits Collectifs des Peuples ;
- Assemblée « Crise de la civilisation, Bien Être et Droits Collectifs »
- Assemblée Générale contre la Guerre, les bases militaires, le militarisme et les armes nucléaires ;
- Assemblée Pan-Amazonienne ;
- Face à la crise, développer le Forum Social comme force permanente de propositions ;
- Assemblée Sciences et Démocratie ;
- Assemblée des Noir-e-s au FSM 2009 ;
- Assemblée des femmes ;
- Pour un monde sans dette : Audit et réparations, maintenant ! ;
- Réseau d'intercommunication et des bonnes expériences ;
- Mondialiser la déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes ;
- Assemblée Mondiale du réseau international unitaire pour les Droits Humains ;
- Lutte contre la corruption et l'impunité ;
- Justice pour l'Amazonie ;

- Forum Mondial de l'éducation ;
- Alternatives aux politiques de migrations sécuritaires ;
- Une réponse globale contre la crise financière ;
- Culture et Éducation transformée ;
- Alternatives pour la protection des écosystèmes Amazoniens ;
- Le Travail dans la crise globale.

## **a) Appel "Mettons la finance à sa place !" 1er février 09, Belém**

Appel soumis à la signature des associations, syndicats et mouvements sociaux Belém, le 1er février 2009

Pour un nouveau système économique et social Mettons la finance à sa place ! [1]

*1 : Action aid, Attac, CATDM, CCFD, Crid, Eurodad, Latindad, Tax justice network, War on want, world council of churches, etc...*

La crise financière est une crise systémique qui s'inscrit dans le contexte de crises globales multiples (climatique, alimentaire, énergétique, sociale...) et d'un nouvel équilibre des puissances. Cette crise résulte de trente ans de transferts des revenus du travail vers le capital, tendance qu'il faut inverser. Elle est la conséquence d'un système de production capitaliste fondé sur le laissez-faire et qui se nourrit de l'accumulation des profits à court terme par une minorité, des déséquilibres financiers internationaux, de la répartition inégale des richesses, d'un système commercial injuste, de la perpétration et l'accumulation de dettes irresponsables et illégitimes, du pillage des ressources naturelles et de la privatisation des services publics. Cette crise frappe l'humanité dans son ensemble, à commencer par les plus vulnérables (les travailleurs, les chômeurs, les paysans, les migrants, les femmes...) et les pays du Sud, qui sont victimes d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Les moyens utilisés pour sortir de la crise se limitent à socialiser les pertes en vue de sauver, sans réelle contrepartie, le système financier à l'origine du cataclysme actuel. Où sont les moyens pour les populations qui sont victimes de la crise ? Le monde n'a pas seulement besoin de régulations, mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse. C'est pourquoi nous demandons de :

- Mettre les Nations unies, réformées et démocratisées, au cœur de la réforme du système financier, car le G20 n'est pas un forum légitime pour apporter les réponses adéquates à cette crise systémique.
- Établir des mécanismes internationaux, permanents et contraignants, de contrôle des mouvements de capitaux.
- Mettre en œuvre un système monétaire international fondé sur un nouveau système de réserve et incluant la création de monnaies de réserve régionales, afin d'en finir avec la suprématie du dollar et d'assurer la stabilité financière internationale.
- Mettre en œuvre un mécanisme global de contrôle public et citoyen des banques et des institutions financières. L'inter-médiation financière doit être reconnue comme un service public garanti à tous les citoyens du monde et doit être sortie des accords de libre échange.
- Interdire les fonds spéculatifs et les marchés de gré à gré, sur lesquels sont échangés les produits dérivés et autres produits toxiques hors de tout contrôle public.
- Éradiquer la spéculation sur les matières premières, à commencer par les produits alimentaires et énergétiques, par la mise en œuvre de mécanismes publics de stabilisation des prix.
- Démanteler les paradis fiscaux, sanctionner leurs utilisateurs (individus, compagnies, banques et intermédiaires financiers) et créer une organisation fiscale internationale chargée d'enrayer la concurrence et l'évasion fiscales.
- Annuler la dette insoutenable et illégitime et établir un système responsable, démocratique et juste de financement souverain au service du développement durable et équitable.
- Établir un nouveau système international de répartition des richesses par la mise en œuvre d'une fiscalité plus progressive au niveau national et par la création de taxes globales (sur les transactions financières, sur les activités polluantes et sur les grosses fortunes) pour financer les biens publics mondiaux.

**Nous appelons les associations, les syndicats et les mouvements sociaux à converger pour créer un rapport de force citoyen en faveur de ce nouveau modèle. Nous les appelons à multiplier les mobilisations partout dans le monde, notamment face au G20, dès le 28 mars 2009.**

## **b) Appel des Peuples indigènes face à la crise**

**12 octobre 2009**

**Mobilisation Globale de lutte pour la Mère-Terre et contre la marchandisation de la Vie.**



Le capitalisme colonial moderne est né il y a des siècles et imposé sur le continent américain par l'invasion du continent le 12 octobre 1492. C'est en ce jour qu'a débuté le pillage global, que fut inventé les théories sur les "races" pour justifier l'ethnocide américain, l'incursion en Afrique pour la traite des esclaves et le pillage des autres continents également. Ces génocides n'ont pas cessé et sont servis par le pouvoir grâce au capital transnational et et le soutien militaire. A tout cela il faut dorénavant ajouter le réchauffement climatique qui nous emporte vers le suicide planétaire.

Cette crise du modèle de développement capitaliste, euro-centrique, ..., est total et nous conduit à la plus grande crise socio-environnementale et climatique de l'histoire humaine. La crise financière, économique et productive aggrave le chômage structurel, l'exclusion sociale, la violence raciste, machiste et le fanatisme religieux,... Tant de crises si profondes en même temps configurent une crise de civilisation, la crise du "développement et de la modernité capitaliste" qui mettent en danger toutes les formes de la vie.

Certains rêvent encore de corriger ce modèle et refusent d'assumer le fait que ce qui est en crise, c'est le capitalisme, l'euro-centrisme avec son modèle d'État Uni-National, d'homogénéité culturelle, de droit positif occidental et de mercantilisation de la vie.

La crise que nous vivons dans le cadre du monde capitaliste nous oblige à réinventer ou construire de nouveaux modèles de démocratie, d'État et civilisation. Dans cet ordre d'idée, nous croyons que "d'autres mondes sont possibles" et urgents et qu'ils sont déjà en train de se construire par les premières victimes des formes les plus barbares de la violence capitaliste/coloniale/ moderne et contemporaine : Nous peuples les communautés indigènes,..., paysans, ... les Quilombos, les descendants d'Africains, ...les Caboclos, les Dalits et leurs fils qui ont émigré vers les quartiers pauvres des villes, et tous les autres exclus, invisibles et "intouchables" de la planète, nous continuons à résister, renforçant et actualisant des formes alternatives de civilisation et d'organisation sociale, technologique, éthique, politique, économique, culturelle et spirituelle de l'existence humaine.

Nous appartenons à la Mère-Terre et nous ne sommes ni ses propriétaires, ses pilleurs, ni ses marchands. Aujourd'hui, nous sommes à un carrefour : il est démontré que le capitalisme impérialiste est dangereux non seulement à cause de la domination, de l'exploitation de la violence structurelle mais aussi par ce qu'il détruit la Mère-Terre et nous conduit au suicide planétaire....

C'est pour cela que frères et sœurs du monde, activistes de tous les mouvements sociaux du convoqués lors de ce Forum Social Mondial de Belém :

- Le Mouvement Indigène du Continent Américain "Abya Yala" :
- Vous appelle à la plus large unité dans la diversité, pour construire de nouvelles valeurs, structures ou paradigmes de civilisation
- Vous convoque à une mobilisation intercontinentale le 12 octobre 2009. En défense de la Mère-Terre et des Peuples contre le marchandisation de la Vie.

*Le texte définitif devrait inclure un appel à faire campagne pour que les États son-signataires de la Convention 169 de l'OIT la signent.*

## 2/ L'Assemblée des Assemblées : Déclaration des mouvements sociaux

*Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient !*

*Pour des alternatives anti-impérialistes, anti-capitalistes, féministes, écologistes et socialistes !*

Nous, les mouvements sociaux du monde entier nous nous sommes réunis à l'occasion du 9e Forum social mondial à Belém en Amazonie où les peuples résistent à l'usurpation de la nature, de leurs territoires et de leurs cultures. Nous sommes en Amérique latine là où au cours de la dernière décennie a eu lieu une nouvelle rencontre entre les mouvements sociaux et les mouvements indigènes. Ces derniers questionnent radicalement depuis leur cosmovision le système capitaliste. L'Amérique latine a ces dernières années mené des luttes sociales très radicales qui ont conduit au renversement de gouvernements néolibéraux et à la mise en place de gouvernements qui ont mené à bien des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et de réformes constitutionnelles démocratiques.



Dans ce contexte, les mouvements sociaux d'Amérique latine ont agi de manière adéquate en décidant d'appuyer les mesures positives adoptées par ces gouvernements tout en maintenant leur capacité de critique à leur égard. Ces expériences nous aideront à renforcer la résistance ferme des peuples contre la politique des gouvernements, des grandes entreprises et des banquiers qui déchargent les effets de la crise sur les opprimé(e)s.

Actuellement, nous les mouvements sociaux de la planète faisons face à un défi de portée historique. La crise capitaliste internationale qui porte préjudice à l'humanité s'exprime sur différents plans : c'est une crise alimentaire, financière, économique, climatique, énergétique, migratoire..., de civilisation qui accompagne la crise de l'ordre et des structures politiques internationales.

Nous sommes face à une crise globale provoquée par le capitalisme qui n'a pas d'issue au sein du système. Toutes les mesures adoptées pour sortir de la crise ne cherchent qu'à socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système basé sur la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie, des services publics, des ressources naturelles et énergétiques, la marchandisation de la vie et l'exploitation du travail et de la nature ainsi que le transfert de ressources de la Périphérie au Centre et des travailleu/rs/ ses à la classe capitaliste.

Ce système est régi par l'exploitation, la compétition exacerbée, la promotion de l'intérêt privé individuel au détriment de l'intérêt collectif et l'accumulation frénétique de richesses par une poignée de nantis. Cela génère des guerres sanglantes, alimente la xénophobie, le racisme et les extrémismes religieux, cela renforce l'exploitation des femmes et la criminalisation des mouvements sociaux. Dans le contexte de cette crise les droits des peuples sont systématiquement niés. L'agression sauvage du gouvernement israélien contre le peuple palestinien est une violation du droit international qui constitue un crime de guerre, un crime contre l'humanité et aussi un symbole de la négation de droits dont souffrent également d'autres peuples du monde. Cette impunité honteuse doit cesser. Les mouvements sociaux réaffirment leur soutien actif à la lutte du peuple palestinien ainsi qu'à toutes les actions des peuples du monde contre l'oppression.

Pour faire face à la crise, il est nécessaire d'aller à la racine du problème et d'avancer le plus rapidement possible vers la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale. Il est nécessaire de construire une société basée sur la satisfaction des besoins sociaux et le respect des droits de la nature ainsi que la participation populaire dans un contexte de pleine

liberté politique. Il est nécessaire de garantir l'exécution de tous les traités internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (individuels et collectifs) qui sont indivisibles.

Dans cette perspective, nous devons lutter pour impulser la plus large mobilisation populaire par une série de mesures urgentes comme :

- la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire
- la réduction du temps de travail sans réduction de salaire
- des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique
- l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères
- la reconnaissance de la souveraineté et de l'autonomie des peuples qui garantisse le droit à l'autodétermination
- la garantie du droit à la terre, au territoire, au travail, à l'éducation et à la santé pour toutes et tous.
- La démocratisation des moyens de communication et de connaissance

Le processus d'émancipation sociale poursuivi par le projet féministe, écologiste et socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle aspire à libérer la société de la domination exercée par les capitalistes sur les grands moyens de production, communication et services par l'appui à des formes de propriété d'intérêt social : petite propriété familiale, propriété publique, propriété coopérative, propriété communale et collective. Cette alternative doit être féministe car il est impossible de construire une société basée sur la justice sociale et l'égalité des droits si la moitié de l'humanité est opprimée et exploitée.

Enfin, nous nous engageons à enrichir le processus de construction de la société basée sur la qualité de vie en reconnaissant la participation active et l'apport des peuples indigènes.

Nous, les mouvements sociaux sommes face à une occasion historique pour le développement d'initiatives d'émancipation à l'échelle internationale. Seule la lutte sociale des masses peut sortir les peuples de la crise. Pour impulser cette lutte, il est indispensable de développer un travail de conscientisation et de mobilisation à la base.

Le défi pour les mouvements sociaux est d'arriver à organiser la convergence des mobilisations globales à l'échelle de la planète et de renforcer notre capacité d'action en favorisant la convergence de tous les mouvements qui cherchent à résister à toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous nous engageons ainsi à :

- Mettre en place une semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre du 28 mars au 4 avril 2009 avec :
- une mobilisation contre le G20 le 28 mars
- une mobilisation contre la guerre et la crise le 30 mars
- une journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël le 30 mars
- la mobilisation contre le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'OTAN le 4 avril
- etc

Renforcer les mobilisations qui se tiennent chaque année

- 8 mars : journée internationale de la femme
- 17 avril : journée internationale de la souveraineté alimentaire
- 1<sup>er</sup> mai : journée internationale des travailleu/rs/ses
- 12 octobre : mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la colonisation et la marchandisation de la vie

- Mettre en place un agenda des résistances contre le sommet du G8 en Sardaigne, le sommet climatique de Copenhague, le sommet des Amériques à Trinité et Tobago...

**Nous répondons ainsi à la crise par des solutions radicales et des initiatives d'émancipation.**

## **Conclusion : Bilan du FSM**

Sophie Zafari, animatrice du Comité des Initiatives des Forums Sociaux (France) déclare : « Après des années, le FSM, comme mouvement massif et populaire, avait connu une certaine atonie et baisse de participation, cette 9<sup>ème</sup> édition a marqué un pas en avant tant au niveau de la participation numérique que dans la qualité de l'engagement et de la combattivité.

Évidemment la participation du Brésil et des pays de l'Amérique latine était très forte (90% des participants). Plus de 2 000 ateliers en l'espace de six jours. 142 pays étaient représentés; 491 organisations européennes ont formé la plus grosse délégation continentale après celle de l'Amérique latine. 133 000 personnes ont participé. Il s'agit de la plus forte fréquentation depuis la création du rassemblement des alter-mondialistes, à Porto Alegre (Brésil), en 2001. 5 800 associations issues de la société civile ont organisé 2 300 ateliers autour des 10 objectifs, parmi lesquels la construction d'une économie solidaire et durable, le monde dans une perspective post-capitaliste, la préservation de l'environnement, etc. Trois observations :

→ Le FSM acquiert un nouveau souffle et se renforce comme espace privilégié de rencontre des mouvements sociaux. Le FSM continue à constituer un patrimoine des mouvements dans leur diversité.

→ L'agenda de mobilisation est important. Il s'est construit au travers des activités, des réseaux par un processus de débat et une volonté de converger.

→ Le débat et la réflexion sur les alternatives a acquis une place centrale et en cherchant les convergences et aussi l'articulation avec les luttes sociales.»

## **Conclusion : Mes impressions sur le forum.**

*La crise est profonde et systémique : financière, économique, énergétique, alimentaire, climatique, sociale, environnementale, etc. La mise en question forte du capitalisme, par toutes les sensibilités qui construisent le Forum, a mis en scène la question des alternatives. Les débats ont été vraiment ouverts avec la volonté de rassembler toutes les suggestions possibles et en prenant position sur des questions plus concrètes.*

*La crise a ouvert une brèche. Les 133 000 personnes réunies à Belém ont de quoi faire des grimaces aux 2 500 économistes de Davos. Notre forum social était bien rempli, lui, d'idées, de propositions, d'initiatives concrètes pour construire un monde de liberté et d'équité. Les réseaux d'Économies et de Finances solidaires ont montré leur efficacité. Les réponses face à la crise du capitalisme existent sur le plan local (agricultures paysannes, projets de développement collectifs, commerce équitable, insertion sociale...), mises en place par une société civile toujours plus déterminée et organisée. Le Forum Social Mondial a cet intérêt : faire converger les luttes, les résistances, les mouvements sociaux afin qu'ils grandissent, qu'ils s'épanouissent et qu'ils se renforcent. L'important est de créer des groupes assez puissants en nombre et en idées pour rivaliser avec le modèle en place qui ne profite qu'à 5% de l'Humanité. Il faut réussir à créer un rapport de force suffisamment puissant pour imposer politiquement des solutions pour parvenir à réparer les erreurs des 30 dernières années, et dépasser définitivement le système néo-libéral.*